

# LA PAROLE AUX PARTIS



## LE CONSENSUS

**L'initiative des Vert'libéraux «Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie» trouve peu de soutien auprès des partis valaisans.**

Les Verts demandent depuis longtemps une réforme fiscale écologique pour encourager l'efficacité énergétique, la production d'énergies renouvelables et la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Le climat l'exige! En 1994 déjà, les Verts lançaient une initiative – «Pour garantir l'AVS – taxer l'énergie et non le travail!» C'était une taxe incitative qui ne touchait pas à l'équilibre fiscal puisque son montant total était entièrement ristourné pour faire baisser le coût du travail.

La taxe sur l'énergie des Vert'libéraux est une recette qui doit remplacer la TVA (env. 20 mias/an = 1/3 des recettes fiscales fédé-

rales). Si on suit l'initiative, en diminuant la consommation d'énergie, on fait automatiquement fondre le volume des recettes fédérales.

Et moins de recettes équivaut à moins de prestations ou alors à l'élévation des autres impôts. Les Verts valaisans sont d'accord avec l'objectif énergétique, mais pas sur les conséquences fiscales et économiques. Donc, liberté de vote. ●

Avec cette initiative, les 22 milliards que rapporte chaque année la TVA devraient être compensés par

la mise en place d'une taxe sur les énergies non renouvelables comme le pétrole, le gaz, le charbon ou l'uranium. D'ici à 2020, le taux de la taxe sur l'énergie devrait s'approcher de 33 centimes par kilowattheure, de 3 fr. 3 par litre d'huile de chauffage et de 3 francs par litre d'essence.

Il s'agit d'une nouvelle attaque des milieux écologistes contre les régions périphériques et de montagne qui seront les plus lourdement touchées. Une telle hausse du prix de l'électricité, du chauffage et des carburants aurait également un impact très négatif sur le budget des ménages de la classe moyenne

pour lesquels la suppression de la TVA ne permettrait pas de compenser ces surcoûts massifs.

Il est important que le refus de ce texte soit très net. En effet, le score que recueillera cette initiative pourrait bien influencer les décisions à venir des Chambres fédérales concernant la stratégie énergétique 2050 de la Confédération. L'un des scénarios en discussion à Berne prévoit notamment une hausse de 30 centimes supplémentaires par litre d'essence et de 55 centimes par litre de mazout. ●

«D'accord avec l'objectif énergétique, pas sur les conséquences économiques.»

JEAN-PASCAL FOURNIER  
PRÉSIDENT DES VERTS VALAISANS

«Non au litre d'essence à cinq francs!»

GRÉGORY LOGEAN  
DÉPUTÉ UDC

## LA TRIBUNE DES POLITIQUES

### PDC

«C'est un procédé qui est inacceptable.»

LUCIEN COMBAZ SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Le PDC est fermement opposé à cette initiative dangereuse pour le fédéralisme, pour l'économie, et pour les finances de l'Etat.

Cette taxe considère que toutes les régions de Suisse connaissent la même réalité et peuvent s'adapter au mode de vie de quelques-uns. Une explosion du prix de l'énergie se traduira par une forte hausse du prix de l'essence par exemple. Le Valais, au même titre que toutes les régions périphériques où la desserte en transports publics est insuffisante, serait touché de plein fouet.

Une taxe sur l'énergie pénaliserait par ailleurs sévèrement les entreprises suisses en concurrence avec l'étranger. Le surcoût engendré par la taxe sur l'énergie mettrait à mal de nombreux secteurs de notre économie.

Enfin, cette taxe a comme défaut d'induire un effet pervers. Une diminution de la consommation d'énergie, objectif que partage le PDC, aurait pour conséquence, avec cette initiative, une chute des recettes de l'Etat. Le manque à gagner devrait être compensé par une hausse drastique d'autres formes de fiscalisation. S'attaquer à la TVA qui représente 37% des recettes de la Confédération pour plus de 22 milliards est irresponsable. ●

### LA GAUCHE

«La taxe ne peut pas remplacer la TVA.»

JEAN-MARIE MEILLAND COORDINATEUR



C'est une idée séduisante de remplacer la TVA par une taxe incitant à préférer les énergies renouvelables! La diminution de la consommation d'énergies non renouvelables est essentielle pour l'environnement.

Mais le moyen utilisé pour y parvenir est dans le cas présent mal pensé. La TVA, critiquable à bien des égards, permet pourtant de financer l'AVS et l'AI. L'initiative est bizarre. Si la consommation d'énergies non renouvelables diminue, but recherché, il manquera de l'argent. Et si l'on veut payer la politique sociale, il faudra continuer d'acheter du pétrole. Ou augmenter la taxe à mesure (jusqu'où?). De plus, les personnes à bas revenus consacrent une part significative de leur budget à l'énergie. Pourront-elles toujours opter facilement pour du renouvelable? Est-il raisonnable de financer la politique sociale en leur faveur par une taxe plus lourde pour eux que pour les autres?

Cette mesure reflète une vision élitiste faisant passer l'écologie avant la politique sociale. La Gauche, socialiste et écologiste, refuse qu'on sacrifie l'une à l'autre. ●

### PLR

«L'énergie ne doit pas être un luxe.»

JEAN-RENÉ GERMANIER CONSEILLER NATIONAL



Les 22 milliards de TVA perçus sont indispensables au financement de nos assurances sociales, de la formation, de la santé et de toutes les tâches de la Confédération. Vouloir la supprimer fait courir un risque immense aux finances fédérales.

Cette initiative veut remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie et faire porter tout le poids de l'impôt à la consommation sur les utilisateurs d'huiles de chauffage ou d'essence qui coûterait entre 4 et 5 francs le litre.

Cette vision très citadine est inéquitable. Socialement, elle ferait de l'énergie un produit de luxe inabordable. De plus elle désavantagerait les régions périphériques qui n'ont pas le choix que de se chauffer en hiver et de se déplacer en voiture.

Cela toucherait directement la compétitivité de notre tourisme et notre industrie puisque la Suisse serait seule avec cet impôt.

Plus on réduira la consommation d'énergie, plus la taxe augmentera.

Avec le PLR, nous disons non à cette initiative qui est mauvaise socialement et écologiquement et qui met en péril nos emplois. ●

### ADG

«Risqué, antisocial et injuste!»

MATHIAS REYNARD CONSEILLER NATIONAL



Autant le dire tout de suite: la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui est un impôt sur la consommation, est évidemment moins juste que l'impôt sur le revenu. Toutefois, remplacer la TVA par

une taxe sur l'énergie, comme le proposent les Vert'libéraux, serait encore plus antisocial. En effet, en pourcentage, les frais liés à l'énergie représentent une part beaucoup plus importante du budget des familles modestes. Cette initiative frapperait donc de façon injuste les moins bien lotis de la société. Notons d'ailleurs que cette initiative, qui peut paraître séduisante à première vue, ferait courir un risque incalculable aux finances de la Confédération. La TVA rapporte en effet plus de 22 milliards de francs par an et est essentielle pour le financement de nos assurances sociales, comme l'AVS et l'AI. L'initiative comporte en plus un problème fondamental: elle rendrait les finances publiques dépendantes de la consommation d'énergie polluante. Une baisse de cette consommation (que je soutiens évidemment) aurait donc pour effet pervers de réduire les recettes fiscales.

Si les objectifs de l'initiative sont bons, la méthode choisie est mauvaise: elle met en danger les finances publiques et touche de façon injuste les classes moyenne et défavorisée. ●

### CENTRE GAUCHE-PCS

«La stratégie du «Y a qu'à» n'est pas viable.»

RAYMOND BORGEAT PRÉSIDENT



L'objectif des Vert'libéraux est louable et même responsable! Pour diminuer la production de CO<sub>2</sub>, ils proposent aux Suisses un médicament «radical»: taxer les énergies non renouvelables.

En fait, le peuple suisse doit se prononcer sur un report de charge, très déséquilibré, de tous les consommateurs (TVA) sur les consommateurs d'énergies fossiles (taxe CO<sub>2</sub>). Pour les initiants, les citoyens seront libres d'adapter leur mode de consommation. Il suffit d'appliquer la stratégie du «Y a qu'à»: changer de mode de transport, changer de mode de chauffage en supprimant les brûleurs à mazout. Cette stratégie n'est viable que pour la classe citadine aisée.

Tous les Valaisans ne peuvent pas utiliser systématiquement les transports publics ou acheter un véhicule qui consomme moins et transformer leur habitation sans une aide de l'Etat. Il est donc nécessaire de refuser cette initiative. Etrange, les Vert'libéraux demandent indirectement une intervention de l'Etat pour diminuer la production de CO<sub>2</sub>! ●